

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 104

15 octobre 2014

Sommaire

Arrêtés ministériels pris en vertu de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise	page 1844
Election du juge luxembourgeois à la Cour européenne des Droits de l'Homme – 2 ^{ème} Appel à candidatures	1845
Entreprises d'assurances – «KAUPTHING LIFE & PENSION Luxembourg S.A.» – Agrément du directeur	1846
Entreprises d'assurances – «The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association (Luxembourg)» – Agrément du directeur	1846
Etablissement Public de Radiodiffusion Socioculturelle – Nomination	1846
Formation des adultes – Nomination	1846
Inspection générale de la sécurité sociale – Mise à la retraite	1846
Magistrature – Démissions – Détachement – Nominations	1846
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse – Activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial selon la formule de jour et de nuit – Agréments . . .	1847
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants – Agréments	1847
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse – Services d'éducation et d'accueil pour enfants – Agréments	1848
Ministère de l'Égalité des chances – Services pour filles, femmes et femmes avec enfants – Agréments	1851
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative – Examens-concours	1852
Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de septembre 2014	1856
Santé – Médecine – Médecine dentaire – Pharmaciens	1861
Service d'économie rurale – Démission – Nomination	1862

Arrêtés ministériels pris en vertu de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur Joël CORREIA CHAPA, né le 21 mars 1984 à Luxembourg, demeurant à L-4381 Ehlerange, 60, rue de Mondercange, a été autorisé à porter les nom et prénom de CHAPA Joel.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Sandy DA COSTA MACHADO, née le 25 septembre 1995 à Niederkorn, demeurant à L-4810 Rodange, 182, rue du Clopp, a été autorisée à porter les nom et prénom de DA COSTA Sandy.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Ana Isabel DA SILVA MESQUITA, née le 19 mai 1981 à Torres Vedras/S. Pedro E Santiago (Portugal), demeurant à L-3920 Mondercange, 8b, rue d'Esch, a été autorisée à porter les nom et prénom de MESQUITA Anna.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Kelly DE DEUS GARCIAS, née le 8 mai 1991 à Luxembourg, demeurant à L-5310 Contern, 2, rue de Moutfort, a été autorisée à porter les nom et prénom de GARCIAS Kelly.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Nathalie DIAS RIBEIRO COELHO, née le 28 juillet 1978 à Luxembourg, demeurant à L-6471 Echternach, 6, rue du Pont, a été autorisée à porter les nom et prénom de DIAS Nathalie.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Débora DUARTE FIGUEIREDO VAQUEIRO, née le 14 mars 1991 à Cabo Frio/Rio de Janeiro (Brésil), demeurant à L-5828 Fentange, 17, rue Gewaennchen, a été autorisée à porter les nom et prénom de DUARTE Débora.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur Tiago Filipe GARCIA NUNES, né le 9 août 1991 à Luxembourg, demeurant à L-1424 Luxembourg, 15, rue André Duchscher, a été autorisé à porter les nom et prénoms de GARCIA Tiago Filipe.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Anabela Cristina LOUREIRO MARQUES, née le 1^{er} octobre 1976 à Midões/Tábua (Portugal), demeurant à L-3327 Crauthem, 3, rue des Champs, a été autorisée à porter les nom et prénom de LOUREIRO MARQUES Annabelle.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Sónia PAULO DA SILVA, née le 20 octobre 1986 à Ourense (Espagne), demeurant à L-4831 Rodange, 200, route de Longwy, a été autorisée à porter les nom et prénom de PAULO Sonia.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Glacy WEBER RUIZ CAVALLARO, née le 15 octobre 1952 à Joaquim Távora (Brésil), demeurant à BR-07111-170 Guarulhos-SP (Brésil), Rua Serra do Salitre, 138, a été autorisée à porter les nom et prénom de WEBER RUIZ Glacy.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

Election du juge luxembourgeois à la Cour européenne des Droits de l'Homme. – 2^{ième} Appel à candidatures. – Afin de permettre à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de procéder à l'élection du nouveau juge luxembourgeois à la Cour européenne des Droits de l'Homme lors de sa session qui se tiendra dans le courant du premier semestre 2015, le Gouvernement luxembourgeois est invité à présenter une liste de trois candidat(e)s au Secrétariat du Conseil de l'Europe.

Le présent appel aux candidat(e)s se base notamment sur les lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012 concernant la sélection des candidat(e)s pour le poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le mandat du/de la juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme commencera le 1^{er} novembre 2015 et sera de 9 ans ou se termine lorsque le/la juge atteint l'âge de 70 ans. Le mandat est non renouvelable (Article 23.2 de la Convention). Il est recommandé que les candidat(e)s soient à même d'exercer leur fonction durant au moins la moitié du mandat de 9 ans avant d'atteindre l'âge de 70 ans.

Les candidat(e)s à l'élection doivent savoir qu'ils/elles seront appelé(e)s à exercer également des fonctions de juge au tribunal européen en matière d'immunité des Etats composé entre autres de membres de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Les candidat(e)s devront:

- Etre des juristes jouissant, conformément à l'article 21.1 de la Convention, de la plus haute considération morale et réunissant les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires du pays ou possédant une compétence notoire;
- Avoir une expérience juridique pratique et des connaissances du système légal luxembourgeois et en droit international public notamment dans le domaine des droits de l'Homme;
- Maîtriser la langue nationale et l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe (le français ou l'anglais) et avoir au moins une connaissance passive de l'autre langue. La maîtrise des deux langues du Conseil de l'Europe sera considérée comme un avantage.

Le Comité des Ministres invite les Gouvernements à favoriser une représentation équilibrée des hommes et des femmes lors de l'établissement des listes nationales de candidat(e)s à présenter en vue de l'élection à la Cour européenne des Droits de l'Homme. Le Gouvernement luxembourgeois accorde une importance particulière à pouvoir présenter une liste mixte.

Dans la mesure où jusqu'au 10 octobre 2014 aucune candidature n'a été soumise par une femme le gouvernement prolonge le délai de soumission de candidature pour tous les postulantes et postulants intéressé(e)s.

Les candidat(e)s ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec les exigences d'indépendance, d'impartialité ou de disponibilité requises par un exercice à temps plein du mandat de juge.

Les candidatures seront soumises à un comité de sélection national qui convoquera les candidat(e)s remplissant les conditions requises à un entretien, lors duquel seront examinées non seulement leurs qualifications et leur expérience ainsi que leurs compétences juridiques et linguistiques mais également leur aptitude à exercer la fonction juridictionnelle au sein d'un organe collégial, en ce compris leur capacité de gestion. Les entretiens auront lieu au Ministère de la Justice à Luxembourg entre le 20 octobre et le 16 novembre 2014.

La liste de trois candidat(e)s envoyée par le Gouvernement au Secrétariat du Conseil de l'Europe y sera soumise à l'examen du panel consultatif du Conseil de l'Europe pour délibération, puis transmise à la Commission spéciale sur l'élection des juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui examinera les curriculum vitae et conduira les entretiens avec les candidat(e)s avant de transmettre ses recommandations à l'Assemblée parlementaire qui procédera à l'élection.

Les candidat(e)s doivent indiquer dans leur candidature pourquoi, selon leur propre appréciation, ils sont aptes à cette fonction. Le curriculum vitae joint à la candidature devra être établi dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe sur base du modèle dont la version électronique se trouve à l'adresse suivante:

<http://assembly.coe.int/CommitteeDocs/2009/ModelCVFR.doc>

La lettre de motivation ainsi que le CV sont à adresser au plus tard le **22 octobre 2014** par lettre recommandée au Ministre de la Justice, 13, rue Erasme, L-1468 Luxembourg. Un accusé de réception sera adressé aux candidat(e)s ainsi que le cas échéant une convocation à un entretien de sélection.

Entreprises d'assurances. – «KAUPTHING LIFE & PENSION Luxembourg S.A.». – Agrément du directeur. – En application de l'article 103 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur Stephen BRIGHT est agréé comme directeur de l'entreprise d'assurances «KAUPTHING LIFE & PENSION Luxembourg S.A.» en remplacement de Monsieur Stefan Leif STARCK.

Entreprises d'assurances. – «The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association (Luxembourg)» – Agrément du directeur. – En application de l'article 103 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 2 octobre 2014, Monsieur Thierry BREVET est agréé comme directeur de l'entreprise d'assurances «The West of England Ship Owners Mutual Insurance Association (Luxembourg)» en remplacement de Monsieur Philip A. ASPDEN.

Etablissement Public de Radiodiffusion Socioculturelle. – Nomination. – Sont nommés membres au conseil d'administration de l'Etablissement Public de Radiodiffusion Socioculturelle par arrêté grand-ducal du 30 septembre 2014; Monsieur Charles MULLER, Directeur du Théâtre d'Esch, et Monsieur Patrick GOLDSCHMIDT, réviseur d'entreprises, en remplacement de Madame Monique KIEFFER et de Madame Josée KIRPS.

Formation des adultes. – Nomination. – Par arrêté ministériel du 15 septembre 2014, Madame Geneviève JADOUL, chargée de cours, est nommée déléguée à la formation des adultes à l'Instruction complémentaire pour Adultes (ICA) en remplacement de Monsieur Norbert EWEN pour la durée du mandat restant à couvrir.

Inspection générale de la sécurité sociale. – Mise à la retraite. – Par arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Jean-Paul VICTOR, Premier inspecteur de la sécurité sociale auprès de l'Inspection générale de la sécurité sociale, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension. La mise à la retraite a été prononcée avec effet à partir du 15 décembre 2014. Le titre honorifique de ses fonctions a été accordé à l'intéressé.

Magistrature. – Démissions. – Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, démission honorable de ses fonctions de juge de paix directeur adjoint à la justice de paix d'Esch-sur-Alzette a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Tom MOES avec effet au 30 septembre 2014. Le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur Tom MOES.

Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, démission de son mandat de juge d'instruction au tribunal d'arrondissement de Luxembourg a été accordée à Madame Claudine DE LA HAMETTE, vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Magistrature. – Détachement. – Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, Madame Andrée GINDT, juge au tribunal administratif, a été détachée pour une durée de cinq ans auprès du Ministère du Logement pour y occuper un poste de juriste avec effet au 1^{er} octobre 2014. Madame Andrée GINDT, préqualifiée, a été placée hors cadre dans son administration d'origine.

Magistrature. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, Madame Joëlle GEHLEN, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge de paix à la justice de paix d'Esch-sur-Alzette avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, Madame Claudine DE LA HAMETTE, vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, Monsieur Marc HARPES, premier substitut au parquet de Luxembourg, a été nommé premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Par arrêté grand-ducal du 23 septembre 2014, Madame Sandra ALVES ROUSSADO, substitut au parquet de Luxembourg, a été nommée premier substitut au parquet de Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Par arrêté grand-ducal du 23 septembre 2014, Monsieur Olivier LENERT, substitut au parquet de Luxembourg, a été nommé premier substitut hors cadre au parquet de Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, l'arrêté grand-ducal du 28 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Daniel WEBER, attaché de justice, comme juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch avec effet au 1^{er} octobre 2014 a été rapporté et Monsieur Daniel WEBER, préqualifié, a été nommé juge au tribunal administratif avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014, l'arrêté grand-ducal du 18 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Paul VOUEL, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, comme premier substitut au Parquet de Diekirch avec effet au 1^{er} octobre 2014 a été rapporté et Monsieur Paul VOUEL, préqualifié, a été nommé vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2014. Monsieur Paul VOUEL, vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge d'instruction au tribunal d'arrondissement de Luxembourg pour une durée de trois ans.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. – Activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial selon la formule d'accueil de jour et de nuit. – Agréments.

– Par arrêté ministériel du 8 octobre 2014 un agrément non conditionné a été accordé à Madame Corinne RAUEN, demeurant à L-1523 Findel, 5, Cité de l'Aéroport, pour l'exercice de l'activité «accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial selon la formule d'accueil de jour et de nuit».

L'agrément non-conditionné prend cours le 8 octobre 2014.

L'agrément est enregistré sous le numéro EF/JN/FA/286-02/2014.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 22 septembre 2014.

Par arrêté ministériel du 8 octobre 2014 un agrément non conditionné a été accordé à Madame Claire DE JAGER, demeurant à L-3811 Schifflange, 56, Val des Aulnes, pour l'exercice de l'activité «accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial selon la formule d'accueil de jour et de nuit».

L'agrément non-conditionné prend cours le 8 octobre 2014.

L'agrément est enregistré sous le numéro EF/JN/FA/263-01/2012.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 20 novembre 2012.

Par arrêté ministériel du 8 octobre 2014 un agrément non conditionné a été accordé à Madame Josée Jeanne PEETERS, demeurant à L-9161 Ingeldorf, 18, Clos du Berger, pour l'exercice de l'activité «accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial selon la formule d'accueil de jour et de nuit».

L'agrément non-conditionné prend cours le 8 octobre 2014.

L'agrément est enregistré sous le numéro EF/JN/FA/285-02/2013.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 16 juin 2014.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, l'agrément numéro FJ 0322000 accordé à la société à responsabilité limitée «Les Bout'choux S.à r.l.» ayant son siège à L-8140 Bridel, 116, rue de Luxembourg, pour l'exercice de l'activité «crèche» à la même adresse, prend fin avec effet au 1^{er} avril 2014.

Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, l'agrément numéro FJ 0332000 accordé à la société à responsabilité limitée «Les Bout'choux S.à r.l.» ayant son siège à L-8140 Bridel, 116, rue de Luxembourg, pour l'exercice de l'activité «garderie» à la même adresse, prend fin avec effet au 1^{er} avril 2014.

Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, l'agrément numéro FJ 03272005 accordé à la société à responsabilité limitée «Crèche Maria Montessori S.à r.l.» ayant son siège à L-1320 Luxembourg, 46, rue de Cessange, pour l'exercice de l'activité «crèche» à la même adresse, prend fin avec effet au 31 août 2014.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2014, l'agrément limité dans le temps jusqu'au 1^{er} mars 2015 a été accordé à la société à responsabilité limitée «CRECHE SMILE KIDS S.à r.l.» ayant son siège à L-8254 Mamer, 10A, rue du Millénaire, pour l'exercice de l'activité «crèche» à la même adresse.

L'agrément a été enregistré sous le numéro FJ 06302013.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2014, l'agrément limité dans le temps jusqu'au 1^{er} mars 2015 a été accordé à la société à responsabilité limitée «CRECHE SMILE KIDS S.à r.l.» ayant son siège à L-8254 Mamer, 10A, rue du Millénaire, pour l'exercice de l'activité «foyer de jour pour enfants» à la même adresse.

L'agrément a été enregistré sous le numéro FJ 06312013.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 2014, l'agrément limité dans le temps jusqu'au 14 mars 2015 a été accordé à la société à responsabilité limitée «ALIVIA S.à r.l.» ayant son siège à L-4560 Differdange, 42, rue Pierre Frieden, pour l'exercice de l'activité «crèche» à la même adresse.

L'agrément a été enregistré sous le numéro FJ 06412013.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 2014, l'agrément limité dans le temps jusqu'au 14 mars 2015 a été accordé à la société à responsabilité limitée «ALIVIA S.à r.l.» ayant son siège à L-4560 Differdange, 42, rue Pierre Frieden, pour l'exercice de l'activité «foyer de jour pour enfants» à la même adresse.

L'agrément a été enregistré sous le numéro FJ 06422013.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 2014, l'agrément limité dans le temps jusqu'au 15 juillet 2016 a été accordé à la société à responsabilité limitée «CRECHE LEIWEN LEIW S.à r.l.» ayant son siège à L-5407 Bous, 1A, rue de la Fontaine, pour l'exercice de l'activité «crèche» à la même adresse.

L'agrément a été enregistré sous le numéro FJ 06682014.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. – Services d'éducation et d'accueil pour enfants. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 15 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'association sans but lucratif «Käerjeng a.s.b.l.», gestionnaire, ayant son siège social à L-4947 Hautcharage, 1, rue du X Septembre, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «KAWEECHELCHEN» à la même adresse.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 15 septembre 2014 et arrive à son terme le 14 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAJ 20140009**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 58 places pour jeunes enfants âgés de moins de 4 ans (dont 28 places pour jeunes enfants âgés de moins de 2 ans) en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 27 novembre 2006 (enregistré sous le numéro FJ 01512003).

Par arrêté ministériel du 15 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à la société à responsabilité limitée «Un der Äisch S.à r.l.», gestionnaire, ayant son siège social à L-8376 Kahler, 3, Un der Äisch, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Villa Wichtel Garnich» à la même adresse.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 15 septembre 2014 et arrive à son terme le 14 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAJ 20140010**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 48 places pour jeunes enfants âgés de moins de 4 ans (dont 24 places pour jeunes enfants âgés de moins de 2 ans) en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 16 septembre 2013 (enregistré sous le numéro FJ 06322013).

Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'association sans but lucratif «Caritas - Jeunes et Familles», organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-2730 Luxembourg, 29, rue Michel Welter, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Schuttrange - An der Dällt JE», à l'adresse L-5366 Munsbach, 185, rue Principale.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 9 septembre 2014 et arrive à son terme le 8 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAJ 20140012**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 16 places pour jeunes enfants âgés de moins de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 8 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à la société à responsabilité limitée «Invict», ayant son siège à l'adresse L-5852 Hesperange, 6, rue de Itzig, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais - Ecole française de Luxembourg JE» à l'adresse L-1511 Luxembourg, 188, avenue de la Faïencerie.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 8 septembre 2014 et arrive à son terme le 7 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAJ 20140013**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 30 places pour jeunes enfants âgés de moins de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 3 septembre 2014, enregistré sous le numéro MR 508/2.

Par arrêté ministériel du 11 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Sanem, organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-4477 Belvaux, 60, rue de la Poste, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Sanem – Ecole précoce Sanem JE», à l'adresse L-4990 Sanem, 33 et 37, rue de Niedercorn.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 11 septembre 2014 et arrive à son terme le 10 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAJ 20140015**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 40 places pour jeunes enfants âgés de moins de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 11 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Sanem, organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-4477 Belvaux, 60, rue de la Poste, pour l'exercice de l'activité «services d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Sanem – Précoce Roudé Wee JE», à l'adresse L-4407 Belvaux, 60, rue Sigefroi.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 11 septembre 2014 et arrive à son terme le 10 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAJ 20140016**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 20 places pour jeunes enfants âgés de moins de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 12 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Rambrouch, organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-8805 Rambrouch, 19, rue Principale, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Rambrouch – crèche Butze Jhangeli» à l'adresse L-8821 Koetschette, 1, rue de la Paix.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 12 septembre 2014 et arrive à son terme le 11 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAJ 20140017**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 27 places pour jeunes enfants âgés de moins de 4 ans (dont 12 places pour jeunes enfants âgés de moins de 2 ans) en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 5 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de la Ville de Luxembourg, gestionnaire, ayant son siège social à L-1648 Luxembourg, 42, Place Guillaume II – Hôtel de Ville, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Luxembourg – Foyer scolaire Pfaffenthal – rue Vauban» à l'adresse L-2663 Luxembourg, 8, rue Vauban.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 5 septembre 2014 et arrive à son terme le 4 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140003**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 101 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de la Ville de Luxembourg, gestionnaire, ayant son siège social à L-1648 Luxembourg, 42, Place Guillaume II – Hôtel de Ville, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Luxembourg – Foyer scolaire Merl – rue de Merl» à l'adresse L-2146 Luxembourg, 98, rue de Merl.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 9 septembre 2014 et arrive à son terme le 8 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140005**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 197 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Saeul, organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-7470 Saeul, 8, rue Principale, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Saeul - Ancienne Ecole de Saeul», L-7471 Saeul, 7, route d'Arlon.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 9 septembre 2014 et arrive à son terme le 8 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140008**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 29 places pour enfants scolarisés en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants. 9 places supplémentaires peuvent s'ajouter à cette capacité d'accueil pour la salle de gymnastique (elles ne sont considérées qu'en cas d'urgence motivée).

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 16 octobre 2013, enregistré sous le numéro MR 523/2.

Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'association sans but lucratif «Caritas - Jeunes et Familles», organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-2730 Luxembourg, 29, rue Michel Welter, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Schuttrange - An der Däilt ES», L-5366 Munsbach, 185, rue Principale.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 9 septembre 2014 et arrive à son terme le 8 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140009**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 61 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 8 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à la société à responsabilité limitée «Invict», ayant son siège à l'adresse L-5852 Hesperange, 6, rue de Itzig, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais - Ecole française de Luxembourg ES» à l'adresse L-1511 Luxembourg, 188, avenue de la Faïencerie.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 8 septembre 2014 et arrive à son terme le 7 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140010**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 208 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 3 septembre 2014, enregistré sous le numéro MR 508/2.

Par arrêté ministériel du 10 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'association sans but lucratif «Arcus Kanner, Jugend a Famill», organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Grevenmacher», L-6717 Grevenmacher, 30, rue Ste-Catherine.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 10 septembre 2014 et arrive à son terme le 9 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140012**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 127 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, enregistré sous le numéro MR 152/3.

Par arrêté ministériel du 12 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'association sans but lucratif «Inter-Actions», organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Mersch I», L-7572 Mersch, 11, rue de la Piscine.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 12 septembre 2014 et arrive à son terme le 11 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140013**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 184 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants. 61 places supplémentaires peuvent s'ajouter à cette capacité d'accueil pour la salle de gymnastique, la salle de bricolage, la salle d'éducation artistique et la salle de musique (elles ne sont considérées qu'en cas d'urgence motivée).

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 10 octobre 2012, enregistré sous le numéro MR 140/3.

Par arrêté ministériel du 15 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'association sans but lucratif «Arcus Kanner, Jugend a Famill», organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Mertzig», L-9168 Mertzig, 22, rue Principale.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 15 septembre 2014 et arrive à son terme le 14 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140014**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 140 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 10 avril 2014, enregistré sous le numéro MR 167/4.

Par arrêté ministériel du 12 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'établissement d'utilité publique dénommé «Société de la Croix-Rouge Luxembourgeoise», organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 44, boulevard Joseph II, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Wahl - Ecole de Kuborn ES», L-8822 Kuborn, 17, rue Théodore Welbes.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 12 septembre 2014 et arrive à son terme le 11 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140015**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 39 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Le présent arrêté ministériel remplace l'arrêté ministériel du 26 février 2014, enregistré sous le numéro MR 155/6.

Par arrêté ministériel du 12 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Bettembourg, ayant son siège à l'adresse L-3217 Bettembourg, 13, rue du Château, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Bettembourg – Sonnepavillon ES», L-3385 Noertzange, 43, rue de l'Ecole.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 12 septembre 2014 et arrive à son terme le 11 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140016**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 31 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Par arrêté ministériel du 9 septembre 2014, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'Administration communale de Differdange, organisme gestionnaire, ayant son siège social à L-4530 Differdange, 40, avenue Charlotte, pour l'exercice de l'activité «service d'éducation et d'accueil pour enfants» sous la dénomination «Maison Relais Differdange – Auberge An der Schoul» à l'adresse L-4698 Lasauvage, Place Saintignon.

L'agrément, qui est accordé pour une durée limitée dans le temps, prend effet le 9 septembre 2014 et arrive à son terme le 8 septembre 2015. Il est enregistré sous le numéro **SEAS 20140017**.

La capacité d'accueil maximale est fixée à 30 places pour enfants scolarisés âgés de plus de 4 ans en vertu des dispositions de l'article 13 du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants.

Ministère de l'Egalité des chances. – Services pour filles, femmes et femmes avec enfants. – Agréments. –

Par arrêté ministériel du 3 octobre 2014 l'agrément à durée déterminée accordé à l'organisme gestionnaire Maison de la Porte Ouverte ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de sa Garderie Interne «Sichem» sis à L-7247 Helmsange, 4, rue Charles Rausch est prolongé jusqu'au 5 décembre 2014.

L'agrément est enregistré sous le numéro FMPO/FE-GI/1/2014.

La prolongation de l'agrément est valable à compter du 3 octobre 2014.

Par arrêté ministériel du 3 octobre 2014 l'agrément à durée déterminée accordé à l'organisme gestionnaire Maison de la Porte Ouverte ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de son foyer classique «Foyer Sichem» sis à L-7247 Helmsange, 4, rue Charles Rausch est prolongé jusqu'au 5 décembre 2014.

L'agrément est enregistré sous le numéro FMPO/FE-AC/1/2014.

La prolongation de l'agrément est valable à compter du 3 octobre 2014.

Par arrêté ministériel du 3 octobre 2014 l'agrément à durée déterminée accordé à l'organisme gestionnaire Maison de la Porte Ouverte ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de sa Maison Maternelle «Sichem» sis à L-7247 Helmsange, 4, rue Charles Rausch est prolongé jusqu'au 5 décembre 2014.

L'agrément est enregistré sous le numéro FMPO/FE-AC/1/2014.

La prolongation de l'agrément est valable à compter du 3 octobre 2014.

Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative. – Examens-concours. – Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative organisera au cours du mois de décembre 2014 les examens-concours suivants par recrutement externe:

le 9 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'expéditionnaire administratif

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Ministère du Développement durable et des Infrastructures – Département de l'environnement	1
Administration des Contributions directes	1
Administration de l'Enregistrement et des Domaines	1
Caisse nationale de santé*	2

le 4 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'expéditionnaire technique

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Administration de la Gestion de l'Eau* Formation demandée: chimie	1
Administration de la Gestion de l'Eau* Formation demandée: informatique	1
Administration de la Gestion de l'Eau* Formation demandée: opérateur de la forêt et de l'environnement	1
Administration de la Navigation aérienne* Formation demandée: électrotechnique	1
Administration des Ponts et Chaussées* Formation demandée: génie civil	1
Administration des Services techniques de l'Agriculture* Formation demandée: chimie	1

le 11 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière du rédacteur, catégorie administrative

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Ministère du Développement durable et des Infrastructures – Département de l'environnement	1
Administration de l'Enregistrement et des Domaines	4
Association d'assurance accident*	1

Caisse nationale de santé*	3
Centre commun de la sécurité sociale*	2
Trésorerie de l'Etat	1

le 2 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière du technicien diplômé

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Administration de la navigation aérienne* Service météorologique (Formation à l'étranger de 30 mois, travail en tournées)	1
Administration de la navigation aérienne* Service du contrôle de la circulation aérienne (Formation à l'étranger de 18 mois, travail en tournées)	4

le 9 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'informaticien diplômé

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Administration de l'Enregistrement et des Domaines	1
Administration des Ponts et Chaussées*	1

le 2 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'ingénieur technicien

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Administration des Bâtiments publics* Formation demandée: technique de l'énergie électrique ou mécanique générale	2
Administration du Cadastre et de la Topographie Formation demandée: génie civil	2
Administration de la Gestion de l'eau* Formation demandée: génie civil	1
Administration de la Gestion de l'eau* Formation demandée: génie civil ou énergie et environnement	2
Administration de la Navigation aérienne* Formation demandée: télécommunications ou informatique	1
Administration des Ponts et Chaussées* Formation demandée: génie civil	5

Administration des Ponts et Chaussées* Formation demandée: technique de l'énergie électrique	2
Administration des Services techniques de l'Agriculture* Formation demandée: agronomie	1
Inspection du Travail et des Mines Formation demandée: informatique appliquée	1

le 16 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière supérieure administrative

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Ministère des Affaires étrangères et européennes Formation demandée: droit**, sciences politiques, économie, relations internationales ou sciences humaines	5
Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département de l'environnement Formation demandée: sciences de l'environnement, géographie, aménagement du territoire, sciences appliquées, sciences naturelles, économie ou technologies de l'environnement	4
Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département des transports Formation demandée: informatique ou mécanique	2
Ministère de l'Economie - Direction du budget et de l'administration Formation demandée: droit** ou économie	1
Ministère des Finances Formation demandée: droit** ou économie	1
Ministère de la Santé Formation demandée: sciences politiques	1
Ministère de la Sécurité sociale – Inspection générale de la sécurité sociale Formation demandée: mathématiques, informatique ou actuariat	1
Ministère de la Sécurité sociale – Inspection générale de la sécurité sociale Formation demandée: communication (Poste à temps partiel 50%)	1
Administration de l'Environnement* Formation demandée: droit**	1
Administration de la Navigation aérienne* Formation demandée: droit**	1
Association d'assurance accident* Formation demandée: droit**	1
Administration pénitentiaire* Formation demandée: criminologie, psychologie ou pédagogie	1
Haut-Commissariat à la Protection Nationale Formation demandée: droit**	1

le 18 décembre 2014: examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière supérieure administrative

Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Administration des Bâtiments publics* Formation demandée: architecture ou électrotechnique	3
Administration du Cadastre et de la Topographie Formation demandée: géodésie, topographie, photogrammétrie, cartographie ou géomatique	2
Administration de l'Environnement* Formation demandée: gestion d'entreprise, sciences naturelles, sciences environnementales, chimie, biochimie ou ingénieur de gestion	5
Administration de la Gestion de l'Eau* Formation demandée: sciences naturelles, sciences environnementales, chimie ou formation d'ingénieur diplômé	3
Administration de la Navigation aérienne* Formation demandée: électronique, informatique ou télécommunications	1
Administration des Ponts et Chaussées* Formation demandée: génie civil, géodésie, topographie, photogrammétrie, cartographie, géomatique ou informatique	3
Administration des Services de secours Formation demandée: électrotechnique, télécommunications ou systèmes d'information et de communication	1
Bibliothèque nationale* Formation demandée: lettres modernes ou sciences humaines	1
Centre commun de la sécurité sociale* Formation demandée: informatique, mathématiques ou formation d'ingénieur diplômé	2
Centre des technologies de l'information de l'Etat* Formation demandée: informatique	1
Musée national d'histoire et d'art - Centre national de recherche archéologique* Formation demandée: archéologie	1

* Ces postes sont ouverts à des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.

La connaissance des trois langues administratives du pays est obligatoire. Pour tous les autres postes vacants la nationalité luxembourgeoise est requise.

** Le certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois est exigé.

Les relevés pourront être modifiés ou complétés suite à des autorisations d'engagement supplémentaires et suite à des autorisations de remplacement de postes devenus vacants.

Les épreuves préliminaires en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu sur convocation et préalablement aux épreuves écrites (**uniquement pour les candidat(e)s qui présentent un certificat de fin d'études secondaires étranger**).

Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de septembre 2014.

N° d'Ordre	Nom du failli	Date du Jugement	Juge-commissaire	Curateur
<i>Luxembourg</i>				
1.	s.à r.l. L'ART DES METS, établie et ayant son siège social à L-4807 Rodange, 57, rue Nicolas Bieber	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Myriam Paquet
2.	s.à r.l. PIERRE ET CARREAUX, établie et ayant son siège social à L-2355 Luxembourg, 10, rue du Puits	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Myriam Paquet
3.	S.A. EUROSCAN, établie et ayant son siège social à L-1456 Luxembourg, 12, rue Jean Engling	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Jennifer Mayot
4.	s.à r.l. KIEFFER & THILL, établie et ayant son siège social à L-8440 Steinfort, 24, rue de Luxembourg	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Jennifer Mayot
5.	s.à r.l. MEDIEVALE, établie et ayant son siège social à L-4171 Esch-sur-Alzette, 146, boulevard J.F. Kennedy	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Christelle Radocchia
6.	s.à r.l. JORIS TRANSPORTS, établie et ayant son siège social à L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Christelle Radocchia
7.	s.à r.l. N2V, établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Carmen Rimondini
8.	s.à r.l. MD'S EVENTS, établie et ayant son siège social à L-8120 Bridel, 25, rue de Biergerkreitz	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Carmen Rimondini
9.	s.à r.l. MAGIC HOUSE, établie et ayant son siège social à L-5610 Mondorf-les-Bains, 1, avenue des Bains	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Cora Maglo
10.	s.à r.l. PEINTURE BENELUX, établie et ayant son siège social à L-6630 Wasserbillig, 38, Grand-Rue	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Joëlle Regener
11.	s.à r.l. BÂTISSEURS.LU, établie et ayant son siège social à L-8410 Steinfort, 55, route d'Arlon	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Olivier Wagner
12.	S.A. EUROPEAN FOOD INGREDIENTS, établie et ayant son siège social à L-8041 Strassen, 65, rue des Romains	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Nazik El Mahjoubi
13.	s.à r.l. PEPPINO, établie et ayant son siège social à L-7540 Mersch, 53, rue de Luxembourg	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Nazik El Mahjoubi
14.	S.A. ABAKUS SERVICE, établie et ayant son siège social à L-2133 Luxembourg, 50, rue Nicolas Martha	02.09.14	M. Steve Koenig	Me Joëlle Regener
15.	S.A. LUXEMBOURG MARITIME COMPANY, ayant eu son siège social à L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon, actuellement sans siège social connu	04.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Giulia Jaeger
16.	s.à r.l. LUX MARINE, établie et ayant son siège social à L-2514 Luxembourg, 3, rue Jean-Pierre Sauvage	04.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Giulia Jaeger
17.	S.A. VILLA CARREE, ayant eu son siège social à L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon, actuellement sans siège social connu	04.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Giulia Jaeger

18.	S.A. B2B CAPITAL, établie et ayant son siège social à L-6630 Wasserbillig, 66-70, Grand-Rue	04.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Yannick Genot
19.	s.à r.l. PROMATIC, avec siège social à L-3727 Rumelange, 2, rue Haute, de fait inconnue à cette adresse	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Gilles Boileau
20.	s.à r.l. NOVOTRADE, avec siège social à L-4732 Pétange, 54, rue de l'Eglise, de fait inconnue à cette adresse	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Gilles Boileau
21.	s.à r.l. COQUINE, établie et ayant son siège social à L-4010 Esch-sur-Alzette, 12, rue de l'Alzette	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Radia Duquennois
22.	S.A. SIDORA, ayant eu son siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, actuellement sans siège social connu	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Radia Duquennois
23.	s.à r.l. SUD-MONTAGE M&R, avec siège social à L-4025 Esch-sur-Alzette, 33, rue de Belvaux, de fait inconnue à cette adresse	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Fabien Verreaux
24.	s.à r.l. LUX-MACLE CONSTRUCTIONS, établie et ayant son siège social à L-6962 Senningen, 57, rue Wiltheim	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Fabien Verreaux
25.	S.A. INTERNATIONAL TRADING LUXEMBOURGEOIS, ayant eu son siège social à L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey, actuellement sans siège social connu	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Steve Hoffmann
26.	S.A. BARREL SECURITIES, ayant eu son siège social à L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse Munchen, actuellement sans siège social connu	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Steve Hoffmann
27.	s.à r.l. DPA TRADING, établie et ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Kamilla Ladka
28.	s.à r.l. TITAN VENTURES, établie et ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Kamilla Ladka
29.	S.A. LuxCoCom, établie et ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 9A, boulevard Joseph II	09.09.14	Mme Michèle Stoffel	Me Laurélia Steinmetz
30.	s.à r.l. SIDUS, établie et ayant son siège social à L-5446 Schengen, 54, route du Vin	11.09.14	Mme Paule Mersch	Me Astrid Bugatto
31.	s.à r.l. PECCI, avec siège social à L-1117 Luxembourg, 2A, rue Albert 1 ^{er} , de fait inconnue à cette adresse	15.09.14	Mme Nathalie Hilgert	Me Nathalie Weber-Frisch
32.	S.A. LIBRA HOLDING, avec siège social à L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch, de fait inconnue à cette adresse	15.09.14	Mme Nathalie Hilgert	Me Nathalie Weber-Frisch
33.	s.à r.l. CITY CLEAN, établie et ayant son siège social à L-4972 Dippach, 89, route de Luxembourg	15.09.14	Mme Nathalie Hilgert	Me Nathalie Weber-Frisch
34.	S.A. LUX-INVESTA, en liquidation volontaire, établie et ayant son siège social à L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis	15.09.14	Mme Nathalie Hilgert	Me Nathalie Weber-Frisch

35.	s.à r.l. SWV II LIMITED, établie et ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste	17.09.14	Mme Jacqueline Kintzelé	Me Yann Baden
36.	s.à r.l. MUSTANG ULM 1, établie et ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste	17.09.14	Mme Jacqueline Kintzelé	Me Yann Baden
37.	s.à r.l. MUSTANG ULM 2, établie et ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste	17.09.14	Mme Jacqueline Kintzelé	Me Yann Baden
38.	s.à r.l. MUSTANG HAT, établie et ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste	17.09.14	Mme Jacqueline Kintzelé	Me Yann Baden
39.	s.à r.l. MUSTANG BOCH, établie et ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste	17.09.14	Mme Jacqueline Kintzelé	Me Yann Baden
40.	s.à r.l. MUSTANG REG, établie et ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste	17.09.14	Mme Jacqueline Kintzelé	Me Yann Baden
41.	s.à r.l. ABD OPTIQUE, établie et ayant son siège social à L-4601 Differdange, 3, avenue de la Liberté	22.09.14	Mme Jacqueline Kintzelé	Me Olivier Wagner
42.	DAIMLERS A.G., établie et ayant son siège social à L-1134 Luxembourg, 36, rue Charles Arendt	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Astrid Bugatto
43.	s.à r.l. INTERNATIONAL STYLE, ayant exploité sous l'enseigne commerciale «Paris Lingerie», établie et ayant son siège social à L-4131 Esch-sur-Alzette, 11, avenue de la Gare	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Astrid Bugatto
44.	s.à r.l. RAQUEL, ayant exploité sous l'enseigne commerciale « Lion d'Or », établie et ayant son siège social à L-5553 Remich, 30, Quai de la Moselle	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Lionel Gueth-Wolf
45.	s.à r.l. UnikEvent, établie et ayant son siège social à L-3327 Crauthem, 29, rue de Hellange	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Lionel Gueth-Wolf
46.	s.à r.l. VIP BODYGUARD, établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Alexandre Dillmann
47.	s.à r.l. PAPER BIRD, établie et ayant son siège social à L-8340 Olm, 59, boulevard Robert Schuman	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Alexandre Dillmann
48.	S.A. STONES DEVELOPPEMENT S.A. SOPARFI, établie et ayant son siège social à L- 8077 Bertrange, 208, rue de Luxembourg	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Marguerite Ries
49.	S.A. STONES STEAK HOUSE LUXEMBOURG, établie et ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 8, avenue Pasteur	24.09.14	M. Steve Koenig	Me Marguerite Ries
50.	s.à r.l. TUTINKA IMPORT-EXPORT, établie et ayant son siège social à L-4540 Differdange, 5, rue Dicks-Lentz	26.09.14	Mme Carole Err	Me Martine Lauer
51.	s.à r.l. Rôtisserie EWA, avec siège social à L-4041 Esch-sur-Alzette, 19, rue du Brill, de fait inconnue à cette adresse	26.09.14	Mme Carole Err	Me Martine Lauer

52.	s.à r.l. DH CONSULTING, établie et ayant son siège social à L-4540 Differdange, 69, rue Dicks-Lentz	26.09.14	Mme Carole Err	Me Laurent Suin
53.	s.à r.l. FullComMedia, établie et ayant son siège social à L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager	26.09.14	Mme Carole Err	Me Laurent Suin
54.	s.à r.l. HP TUYAUTERIE, établie et ayant son siège social à L-5751 Frisange, 40A, rue Robert Schumann	26.09.14	Mme Carole Err	Me Alexandre Dillmann
55.	S.A. SO-INVEST Luxembourg, avec siège social à L-4408 Belvaux, 82, rue Waassertrap, de fait inconnue à cette adresse	26.09.14	Mme Carole Err	Me Alexandre Dillmann
56.	S.A. ZUUCHT- an AUSBILDUNGSSTALL BIWERBAACH, établie et ayant son siège social à L-6834 Biwerbaach, Maison 5	26.09.14	Mme Carole Err	Me Tania Hoffmann
57.	s.à r.l. PNEUS CENTER THILL, avec siège social à L-6182 Gonderange, 7, route de Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse	26.09.14	Mme Carole Err	Me Tania Hoffmann
58.	s.à r.l. K.Z.P., établie et ayant son siège social à L-5423 Ersange, 19, rue du Village	26.09.14	Mme Carole Err	Me Vanessa Fober
59.	s.à r.l. T.R.M EXPRESS, établie et ayant son siège social à L-8441 Steinfort, 11, Cité Manzendall	26.09.14	Mme Carole Err	Me Vanessa Fober
60.	s.à r.l. S.U.B. INTERNATIONAL-Luxembourg, avec siège social à L-7241 Bereldange, 111, route de Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse	26.09.14	Mme Carole Err	Me Cédric Bellwald
61.	s.à r.l. IAAB, établie et ayant son siège social à L-1521 Luxembourg, 129, rue Adolphe Fischer	26.09.14	Mme Carole Err	Me Cédric Bellwald
62.	S.A. POWERWELLNESS, avec siège social à L-1611 Luxembourg, 23-25, avenue de la Gare, de fait inconnue à cette adresse	26.09.14	Mme Carole Err	Me Evelynne Korn
63.	s.à r.l. X-AIR AVIATION HOLDING, avec siège social à L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer, de fait inconnue à cette adresse	26.09.14	Mme Carole Err	Me Evelynne Korn
64.	s.à r.l. AMANTIA, ayant exploité sous l'enseigne «LA GOULETTE», établie et ayant son siège social à L-4081 Esch-sur-Alzette, 50, rue Dicks	26.09.14	M. Steve Koenig	Me Evelynne Korn
65.	Le Monsieur Sebastiano PINNA, commerçant, demeurant à L-4210 Esch-sur-Alzette, 73, rue de la Libération, ayant fait le commerce sous la dénomination «SEBASTIANO PINNA» à L-4210 Esch-sur-Alzette	26.09.14	M. Steve Koenig	Me Evelynne Korn
66.	s.à r.l. EAGLE EYE GENERAL PARTNER, établie et ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 11, boulevard de la Foire Dicks	29.09.14	M. Steve Koenig	Me Christian Steinmetz
67.	s.à r.l. CHRISTA INTERSHIPPING, établie et ayant son siège social à L-8057 Bertrange, 9, rue du Chemin de Fer	29.09.14	M. Steve Koenig	Me Christian Steinmetz

1860

68.	S.A. STEL INVEST, avec siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie	29.09.14	M. Steve Koenig	Me Anne Devin-Kessler
69.	s.à r.l. IL GATTOPARDO, anciennement «LEVEL 03 INVESTMENTS S.A.», établie et ayant son siège social à L-4041 Esch-sur-Alzette, 13, rue du Brill	29.09.14	M. Steve Koenig	Me Anne Devin-Kessler
70.	s.à r.l. MAWIG, établie et ayant son siège social à L-7324 Müllendorf, 30, rue de Hunsdorf	30.09.14	M. Steve Koenig	Me Marguerite Ries
<i>Diekirch</i>				
71.	s.à r.l. BRASSERIE-PIZZERIA AN DER FLÉBOUR, établie et ayant son siège social à L-9633 Baschleiden, 45A, rue Principale	02.09.14	M. Gilles Petry	Me Raphaël Schweitzer
72.	s.à r.l. BUREAU D'ARCHITECTURE MAC PLUS, établie et ayant son siège social à L-9053 Ettelbruck, 43, avenue J. F. Kennedy	17.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Claude Speicher
73.	s.à r.l. DECOFILM, établie et ayant son siège social à L-7661 Medernach, 8, Millewee	17.09.14	M. Gilles Petry	Me Daniel Cravatte
74.	s.à r.l. ECOBUILD, établie et ayant son siège social à L-8812 Bigonville, 9, rue des Romains	17.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Christian Hansen
75.	s.à r.l. ECO-CONCEPT, établie et ayant son siège social à L-9968 Lausdorn (Heinerscheid), Maison 2	17.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Nathalie Hengen
76.	S.A. EL WALIDA (anc. DECORATION ET ARCHITECTURE LUX S.A.), en liquidation, établie et ayant son siège social à L-8813 Bigonville, 14, rue du Village	17.09.14	M. Gilles Petry	Me Gilbert Reuter
77.	s.e.c.s. FORGES SCHLOTTERT succ JOHNY HOURSCHT&Cie, établie et ayant son siège social à L-9516 Wiltz, 1, rue du Château	17.09.14	M. Gilles Petry	Me Claude Speicher
78.	S.A. F & R, établie et ayant son siège social à L-9151 Eschdorf, 2A, Um Hougeriicht	17.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Daniel Baulisch
79.	s.à r.l. F.S.W., établie et ayant son siège social à L-9559 Wiltz, Zone Artisanale Salzbaach	17.09.14	M. Gilles Petry	Me Claude Speicher
80.	s.à r.l. FSW2, établie et ayant son siège social à L-9559 Wiltz, Zone artisanale Salzbaach	17.09.14	M. Gilles Petry	Me Claude Speicher
81.	S.A. HICKORY, établie et ayant son siège social à L-8832 Rombach-Martelange, 10, route de Bigonville	17.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Claude Speicher
82.	s.à r.l. M&R PERFORMANCES, établie et ayant son siège social à L-9999 Wemperhardt, 4A, op der Haart	17.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Nathalie Hengen
83.	S.A. PHENIX HSB, établie et ayant son siège social à L-9559 Wiltz, Zone Artisanale Salzbaach	17.09.14	M. Gilles Petry	Me Claude Speicher

84.	s.à r.l. TOP-ROPE, établie et ayant son siège social à L-6550 Berdorf, 7, An der Laach	17.09.14	M. Gilles Petry	Me Daniel Cravatte
85.	S.A. ALPHATRAC, établie et ayant son siège social à L-9759 Knaphoscheid, 24, Im Dahl	24.09.14	M. Gilles Petry	Me Claude Speicher
86.	s.à r.l. AQUA CONSULT GLOBAL NETWORK, en abrégé ACGN S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-9764 Marnach, 17, Marburgerstrooss	24.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Raphaël Schweitzer
87.	s.à r.l. CMLUX, établie et ayant son siège social à L-9411 Vianden, 79, Grand-rue	24.09.14	M. Gilles Petry	Me Daniel Baulisch
88.	S.A. EQUIPMENT & SERVICES, établie et ayant son siège social à L-9530 Wiltz, 24, Grand-rue	24.09.14	M. Gilles Petry	Me Nathalie Hengen
89.	Le sieur Michal HOLK, commerçant, faisant le commerce sous la dénomination MICHAL HOLK, LUXPOL AUSBAU, demeurant à L-9140 Bourscheid, 15, Burewee	24.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Raphaël Schweitzer
90.	s.à r.l. LAMBORY, établie et ayant son siège social à L-9638 Pommerloch, 19, rue de Bastogne	24.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Christian Hansen
91.	S.A. M2 BUILD, établie et ayant son siège social à L-9083 Ettelbruck, 4, rue A Stackels	24.09.14	M. Gilles Petry	Me Nathalie Hengen
92.	s.à r.l. W.B.R.L., établie et ayant son siège social à L-8805 Rambrouch, 7, rue de Roodt	24.09.14	M. Jean-Claude Wirth	Me Christian Hansen

Santé. – Médecine. – Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur Patrick RIPPINGER, né le 8 décembre 1980, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en urologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Andrea SZABO, née le 12 novembre 1983, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en neurologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur Philippe VIELH, né le 14 février 1954, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en anatomie pathologique au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur Philippe BACHET, né le 10 mars 1952, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en médecine interne au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur Gilbert AMGAR, né le 20 décembre 1956, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur Laurent VANDENHOVE, né le 30 mai 1986, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Monsieur le Docteur Gregory SHABO, né le 20 août 1961, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste en médecine nucléaire au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Madame Lydia ARENT, née le 17 février 1963, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Madame Emmanuelle CEDAN, née le 9 mars 1965, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en oto-rhino-laryngologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Madame Elena KOONEN, née le 2 août 1983, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en oto-rhino-laryngologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur Vincent MAURON, né le 11 août 1977, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur António Rui MARCELINO LEAL, né le 15 mai 1961, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en médecine du travail et en qualité de médecin-spécialiste en médecine physique et réadaptation au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur Gennaro Giovanni ORLANDO, né le 10 juin 1980, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en chirurgie générale au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 6 octobre 2014, Monsieur Alain-Mohamad SBEITI, né le 8 novembre 1967, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 6 octobre 2014, Madame Alexia KREUWEN ép. MOUNASSIF, née le 6 mai 1984, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 6 octobre 2014, Madame Sheila Rita MARTIN MARTINEZ, née le 1^{er} octobre 1985, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en gynécologie et obstétrique au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 6 octobre 2014, Madame Raluca BALUS ép. ROTARU, née le 22 août 1977, a été autorisée à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en orthopédie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 6 octobre 2014, Monsieur Philippe KOPPE, né le 1^{er} septembre 1981, a été autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en chirurgie générale au Luxembourg.

Santé. – Médecine dentaire. – Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Françoise HUICQ, née le 28 juin 1955, a été autorisée à exercer la médecine dentaire en qualité de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2014, Madame Lucie MEYER, née le 27 février 1989, a été autorisée à exercer la médecine dentaire en qualité de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Madame le Docteur Anja GRIEB, née le 30 avril 1963, a été autorisée à exercer la médecine dentaire en qualité de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur le Docteur Jean-Marc LEBAHAR, né le 6 novembre 1960, a été autorisé à exercer la médecine dentaire en qualité de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur Carlo Domenico RIZZO, né le 12 avril 1958, a été autorisé à exercer la médecine dentaire en qualité de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur Patrice VAUGENOT, né le 25 janvier 1961, a été autorisé à exercer la médecine dentaire en qualité de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 6 octobre 2014, Madame Susana AL ABRASH AFYOUNI, née le 9 mars 1988, a été autorisée à exercer la médecine dentaire en qualité de médecin-dentiste au Luxembourg.

Santé. – Pharmaciens. – Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur Karl Jürgen WUNDERLICH, né le 8 juillet 1964, a été autorisé à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Monsieur Yann QUINTUS, né le 1^{er} février 1970, a été autorisé à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2014, Madame Florence POUTRIEUX, née le 9 avril 1965, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 7 octobre 2014, Madame Flavie DERLET, née le 17 juillet 1985, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Service d'économie rurale. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 22 septembre 2014 démission honorable de ses fonctions avec faculté de faire valoir ses droits à la retraite a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Joseph THILL, conseiller économique 1^{re} classe au Service d'Economie rurale, et ce avec effet au 1^{er} avril 2015.

Le titre honorifique de ses fonctions est accordé au prénommé.

Service d'économie rurale. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 27 août 2014, Madame Yolande MAILLIET, chef de bureau au Service d'économie rurale, a été nommée inspecteur auprès du même service.
